



20 Nov. - 7 Déc. 2015
12^{ème} Foire
Internationale des
LOME
Foire de toutes les opportunités

Emportez la foire avec vous partout où vous allez!!!

Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC N°462 du 09 Novembre 2015
Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Salon du numérique et de l'informatisation :
Une 1^{ère} édition axée sur l'importance des TIC dans le développement et l'attractivité économique des pays

Mme Essomandah Gnassingbé, présidente du Comité d'organisation du SANI

COURONNEMENT DES RÉFORMES DU SYSTÈME LMD :
Cinq écoles doctorales sont lancées par les autorités universitaires **P.4**

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE:
Le Système des Nation Unies bientôt au Togo pour implanter les ODD **P.5**

FOOTBALL / LIGUE DES CHAMPIONS:
Le TP Mazembe proche du titre ? **P.7**

Incident dramatique de Mango :

Faure appelle à un dialogue direct avec les populations

Le Gouvernement présente ses condoléances aux familles éplorées



Le Président Faure Gnassingbé

Les 06 et 07 Novembre 2015, la ville de Mango, une localité située à 520 km au Nord de Lomé a connu de violents affrontements entre forces de l'ordre et populations autochtones qui seraient hostiles à un projet de réhabilitation des espaces protégés de cette préfecture. Les informations livrées par le préfet de la localité font état de ce qu'il y a eu malheureusement cinq (05) morts et plusieurs blessés au cours des affrontements. Selon le représentant du pouvoir central, ces manifestants qui ont trouvé la mort le 06 Novembre dernier auraient tenté de déposséder les forces de l'ordre de leurs armes. Ceux-ci se sont trouvés dans l'obligation de se défendre par des tirs de sommation... **Suite à la page 3**

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT 8280
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT 8201
Renseignements

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Décentralisation et développement :

OBUTS souhaite une démocratie locale pour un épanouissement total de la jeunesse **P.3**

Gabriel Agbéyomé Kodjo, Pdt OBUTS

12ème FOIRE INTERNATIONALE DE LOME :

DG Kueku-Banka Johnson : " L'édition de cette année va connaître la poursuite des séances B to B "

Monsieur le Directeur, cette fin d'année rime avec un événement toujours très attendu : la 12ème Foire Internationale de Lomé qui se tient sur le site du CETEF-LOME. L'édition de cette année qui se tiendra du 20 novembre au 07 décembre sera couplée de la 4ème Foire Régionale de l'Intégration de l'UEMOA et d'un salon. A moins d'un mois du démarrage de cette grande exposition comment vont les préparatifs ?

Au Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé (CETEF-LOME), nous mettons tous les moyens possibles pour la réussite de la 12ème Foire Internationale de Lomé (FIL). C'est dans cette vision que nous nous mettons en quatre pour qu'elle soit la meilleure que nous ayons organisée.

Tous les départements travaillent d'arrache-pied pour la réussite de cette édition qui sans nul doute comblera les attentes de tous. La 4ème Foire Régionale de l'Intégration de l'UEMOA sera abritée par le CETEF-LOME, qui cette année fête ses 30 ans.

Quelles sont les importantes innovations que connaîtra la Foire Internationale de Lomé cette année?

Cette année, il y a des innovations que nous avons apportées ; notamment l'attribution désormais annuelle de thèmes à chaque édition

de la FIL et le thème retenu pour l'édition de cette année est " Energies renouvelables : source de progrès et de développement durable ".

L'objectif général, c'est d'accompagner la politique nationale en matière de développement et en particulier le soutien aux actions de préservation de l'environnement, de promotion et de vulgarisation des énergies renouvelables. Aussi cette année, la FIL accueille-t-elle un nouveau " bébé " élément clé des innovations de cette année qui est une application mobile dont nous avons fait le lancement le 17 septembre 2015.

Dénommée " Foiretg2000 ", disponible sur " Play store et Appstore ", elle permettra à tous d'avoir la FIL en poche c'est-à-dire avoir toutes les informations concernant l'organisation de la 12ème FIL.

Que promettez-vous aux acteurs de la FIL (Partenaires, Exposants et visiteurs ?

L'édition de cette année va connaître la poursuite des séances B to B. Par ces rencontres, la Foire Internationale de Lomé permet aux entreprises participantes d'être en contact direct avec d'autres entreprises pour discuter affaires et nouer des partenariats.

Durant une demi-journée, les opérateurs économiques qui y seront inscrits iront



Johnson Kueku-Banka, Directeur du CETEF

dans une grande salle discuter de leurs produits et services, leurs disponibilités, les conditions de transactions et les formes de partenariat à mettre en place entre eux afin de maximiser leur présence à la foire.

La participation aux séances B to B permettra le rapprochement des partenaires financiers et commerciaux, la rencontre de nouveaux partenaires d'affaires étran-

gers, selon leurs besoins, la signature des contrats d'affaires, la mise en place des contrats de représentation ou de distribution.

Il faut noter que tout cela se passera au cours des activités inscrites à la Foire Internationale de Lomé. Il ne faut pas oublier les activités festives des 30 ans du CETEF que nous mettons dans notre liste des surprises pour 2015.

Fédération Togolaise de Football sont je dirais presque terminées.

Donc nous pouvons nous en réjouir sur l'avancée énorme de ces voies.

Quel sera l'impact de ces voies, une fois réaménagées, sur les activités du CETEF, notamment la Foire qui se tiendra dans moins d'un mois ?

Une fois ces voies réaménagées, le trafic sera plus fluide et l'arrivée sur le site de la Foire sera plus agréable à tous et cela permettra la libre circulation des biens et des personnes.

Quoi qu'il en soit, méfiance et bonne conduite s'imposent à tous pour qu'aucun incident fâcheux ne survienne. La vie de chacun compte beaucoup pour nous.

Le réaménagement des voies desservant le CETEF sera-t-il terminé avant le début de la Foire ?

Dieu merci nous avons des voies praticables car nous pouvons tous le constater que le réaménagement va bon train.

Les voies venant de l'aéroport GNASSINGBE Eyadema et celle de la

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280

IKASSA ET FRÈRES
COMMERCE GÉNÉRAL

AVEC LA FACTURE NORMALISÉE, JE CONTRIBUE À LA MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE ET AU DÉVELOPPEMENT DE MON PAYS

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Incident dramatique de Mango :

**Faure appelle à un dialogue direct avec les populations
Le Gouvernement présente ses condoléances aux familles éplorées**

Les 06 et 07 Novembre 2015, la ville de Mango, une localité située à 520 km au Nord de Lomé a connu de violents affrontements entre forces de l'ordre et populations autochtones qui seraient hostiles à un projet de réhabilitation des espaces protégés de cette préfecture.

Les informations livrées par le préfet de la localité font état de ce qu'il y a eu malheureusement cinq (05) morts et plusieurs blessés au cours des affrontements. Selon le représentant du pouvoir central, ces manifestants qui ont trouvé la mort le 06 Novembre dernier auraient tenté de déposséder les forces de l'ordre de leurs armes. Ceux-ci se sont trouvés dans l'obligation de se défendre par des tirs de sommation.

Toujours dans cette même logique, on annonce selon nos sources que le samedi 07 novembre, deux autres personnes auraient été tuées accidentellement par un véhicule des forces de l'ordre.

Avant toute chose, il est important de connaître l'utilité de ce projet qui pose problème dans le septentrion du pays.

Quatre pays de la sous-région, concernés par le projet

Ce projet qui concerne aussi bien le Bénin, le Ghana, le Burkina-Faso et le Togo est placé sous le haut patronage du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La réhabilitation des aires protégées se situe dans le cadre de renforcement du rôle de conservation du système national lancé en 2012. Plus explicitement, le projet entend borner des espaces destinés à la faune et à la flore.

Il s'agit donc de priver les populations occupant illégalement ces zones afin de préserver l'écosystème quand on sait que, le contexte international est dominé par la problématique de la promotion de l'environnement. Le projet a été exécuté à 100 % au Bénin comme au Ghana. Il concerne également trois préfectures au Togo à savoir Kpendjal, Kéran et Oti.

Les Faits

Selon des sources sûres, tout



Des éléments des forces de l'ordre (Archives)

est parti d'un appel lancé par une association de la localité n'ayant même pas officiellement un récépissé qui intimait l'ordre aux populations de Mango et ses environs à manifester contre le bornage des aires protégées de la préfecture de l'Oti.

Conformément aux dispositions légales régissant les manifestations publiques, il a été sommé aux populations de ne pas organiser une quelconque manifestation.

Nonobstant cette interdiction, les jeunes de la localité ont manifesté à Mango avec véhémence, le vendredi 06 Novembre. Certains slogans hostiles au projet ont été scandés avec en toile de fond, l'appel à la démission du préfet de l'Oti, le Lieutenant-colonel Awadé. Pire, les manifestants étaient déterminés à investir les locaux de la préfecture par la force. Les forces de l'ordre déployées sur les lieux ont tenté en vain de repousser les

manifestants.

Dans un affrontement indescriptible, certains jeunes ont tenté de saisir les armes des éléments de force de l'ordre qui ont lancé des tirs de sommation pour dissuader la foule. Malheureusement, ces tirs ont atteint deux manifestants.

Le lendemain de ces manifestations, des jeunes surexcités se sont rendus dans les familles éplorées pour arracher de force les dépouilles pour venir les déposer devant les bureaux de la préfecture. Or, selon les rites musulmans, les familles devraient déjà procéder à l'inhumation des corps.

C'est dans ce contexte qu'un véhicule des forces de l'ordre pris pour cible par les manifestants, a percuté accidentellement deux jeunes qui sont décédés dans la foulée. Un autre blessé du 06 novembre a également succombé à ses blessures portant à cinq le nombre de décès.

Situation de la faune de

Mango dans le contexte historique

Les malheureux événements des 6 et 7 novembre à Mango nous rappelle l'histoire récente de cette région du nord-Togo. En 1980, une politique de protection de la faune du milieu avait causé des abus de tout genre commis sur les populations.

A l'époque, non seulement les expropriations forcées, mais aussi des mesures contraignantes ont été appliquées par l'administration. En début des années 1990, avec l'avènement de la démocratie, les populations riveraines ont décidé de reprendre les espaces desquels elles avaient été délogées avec pour conséquence, de compromettre le milieu naturel des animaux. Et c'est pour remédier à cette situation que le projet de renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégées du Togo, financé par le Fonds pour

Suite à la page 6

Le concept de décentralisation au centre des débats au parti OBUTS :

OBUTS souhaite une démocratie locale pour un épanouissement total de la jeunesse

L'OBUTS (Organisation pour Bâtir dans l'Unité un Togo Solidaire), le parti de M. Gabriel Kodjo Agbéyomé a tenu une réunion samedi dernier à Lomé, une rencontre dénommée, université du parti pour se pencher sur la situation sociopolitique du pays. Au cours des travaux de cette "université", il était question pour les militants et sympathisants de ce parti de jeter un regard sur le concept de décentralisation en vue de sa profonde maîtrise. Les travaux ont été consacrés uniquement à cette idéologie.

Pour M. Kodjo, président de l'OBUTS, "la dévolution des compétences municipales au profit des délégations spéciales mises en place depuis des décennies, ne constitue pas un catalyseur de la démocratie locale de laquelle émergeraient des pôles de croissance et d'emplois pour l'épanouissement de la jeunesse et des populations à la base" a déclaré M. Agbéyomé Kodjo à l'ouverture de la séance.

La décentralisation étant un processus d'aménagement national, Agbéyomé Kodjo est sorti de son silence pour inciter ses militants à connaître d'abord le concept avant l'organisation des locales qui seront organisées incessamment au Togo. Le transfert de compétences administratives dans un Etat est très important pour que la démocratie locale soit effective sur la terre de nos aïeux. Cette idée a commencé

par faire surface avec les réactions de certains leaders qui réclament les locales pour avoir plus de compétences à diriger les localités du pays. L'OBUTS de Agbéyomé Kodjo qui n'a aucun député à l'assemblée nationale pense mettre sur le tapis cette idée de décentralisation pour avoir droit s'affirmer dans le giron politique togolais.

En somme, six mois après que la page de la présidentielle soit fermée, les partis politiques au Togo sont en passe de tirer la sonnette d'alarme pour amener le gouvernement Klassou à être plus regardant en ce qui concerne la décentralisation ou mieux le transfert de compétences. La dynamique que M. Agbéyomé pense, insuffler en évoquant le concept de décentralisation suppose à l'avance l'incitation au gouvernement d'organiser les locales pour donner aux collecti-



Gabriel Agbéyomé Kodjo, président de l'OBUTS

vités locales les moyens de diriger leurs communautés.

Lors de la présentation de son programme de société à l'assemblée nationale au lendemain de sa nomination, le premier ministre Sélom Klassou a rappelé combien il était nécessaire de s'accorder sur l'organisation des élections locales. Somme toute, le gouvernement est conscient de l'impérieuse nécessité de déléguer une partie du pouvoir aux collectivités locales pour que la démocratie locale soit une réalité au Togo. Tout compte fait, cette "université

organisée par le parti OBUTS de M. Gabriel Kodjo Agbéyomé, à notre sens, est destinée à tirer le tocsin pour que dans les jours à venir les préfets, les maires, les chefs cantons et autres aient une marge de manœuvre dans l'accomplissement de leur mission.

Remarque pertinente évoquée par le président de l'OBUTS, encore faut-il avoir les moyens nécessaires et toute la latitude pour amener la population dans son ensemble à cerner tous les contours de décentralisation.

Nouvelle Opinion

Pour saisir et traiter les dossiers avec célérité : **Le CFPJ renforce les capacités des magistrats des tribunaux de 1ère instance de 2ème classe en outil informatique**

Le lundi 02 novembre dernier s'est ouverte à Lomé la formation en informatique des magistrats des tribunaux de première instance de 2ème classe d'Atakpamé, d'Aného et de Kpalimé. Organisée par le CFPJ cette formation entre dans le cadre de renforcement de capacités des acteurs principaux de la justice que sont les magistrats.

L'intégration des techniques de l'information et de la communication dans tous les services de l'administration



Le bâtiment du CFPJ

publique est incontournable de nos jours. C'est dans cette perspective que le département de la justice s'est engagé depuis un certain temps dans l'institution des chaînes judiciaires et pénitentiaires informatisées dans les juridictions du pays. La maîtrise de l'outil informatique est si importante à l'heure où l'informatisation des chaînes judiciaires et pénitentiaires est amorcée dans les juridictions et les prisons.

Signalons que c'est une formation qui s'inscrit dans la

droite ligne de la mission de formation continue qui a été confiée au CFPJ, et qui vient une fois encore allonger la liste des sessions de formations initiées déjà par le centre. L'initiation à l'informatique, au bureautique, à l'internet et la recherche de l'information juridique sur internet sont les thèmes qui ont meublé cette session de formation.

Des thèmes qui sont aujourd'hui d'une importance capitale dans la vie professionnelle du magistrat et qui leur permettront d'être plus efficaces en matière d'une justice rapide et moderne.

Pour Mme SOUKOUDE Fiawonou directrice générale du CFPJ l'informatique et la bureautique permettront aux magistrats non seulement de saisir et de traiter les dossiers avec célérité, mais aussi de les stocker et de les sécuriser.

L'initiation à l'internet et à la recherche de l'informatisation juridique sur internet leur permettront aussi d'accéder en temps réel à la législation, à la doctrine et à la jurisprudence nationale et internationale et de partager les expériences en vue d'une bonne administration de la justice.

Kodjovi

Couronnement des réformes du système LMD : **Cinq écoles doctorales sont lancées par les autorités universitaires**

Six ans après le basculement total de l'Université de Lomé dans le système Licence-Master-Doctorat (LMD), les autorités universitaires en collaboration avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche veulent donner une autre visibilité à cette institution.

C'est ainsi qu'ils ont lancé le mardi 03 novembre dernier à l'auditorium de l'Université cinq écoles doctorales devant désormais régir les études doctorales du 3ème cycle. Une initia-

le professeur Michel GOEH-AKUE chargé de la mise en œuvre des écoles doctorales.

La vocation d'une université est de prodiguer des enseignements de haut niveau, contribuant ainsi à la formation des cadres supérieurs de la nation. Ce faisant, elle nourrit la réflexion et concourt à l'innovation technologique, gage du progrès et donc la base du développement économique, social et culturel.

C'est dans ce cadre que s'est tenu cet atelier de lancement dont l'objectif n'est plus seule-

recherche pour le développement.

L'Ecole doctorale est une fédération de formations doctorales ou structures de recherche autour de projets de formations doctorales couvrant un ou plusieurs domaines scientifiques. Un cadre idéal par excellence où se mèneront des recherches sur tous les plans.

A travers ces cinq écoles, notamment l'Ecole Doctorale Sciences et Technologie (ED-ST), l'Ecole Doctorale Sciences de Santé (ED-SS), l'Ecole Doctorale Sciences de l'Homme

de l'Université de Lomé le professeur François Messanvi GBEASSOR compte sur l'appui du gouvernement pour qu'une adaptation progressive des textes puissent être conforme à la réalité nationale et aux normes internationales afin de permettre aux enseignants-chercheurs et aux doctorants de concourir à arme égale avec leurs homologues à l'international.

Ceci suppose selon le président de l'UL, une valorisation du financement de la recherche en ses besoins nombreux :



LA table d'honneur



Vue partielle de l'assistance

tive qui vise à impulser la formation universitaire d'une part et qui permettra de mieux formaliser les structures universitaires en charge de la formation et de la recherche d'autre part. Etaient présents le professeur Koffi AGBENOTO secrétaire général et représentant du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le président de l'UL professeur François Messanvi GBEASSOR ainsi que

ment l'imprégnation de l'esprit de l'arrêté n° 32/MESR/CAB portant création et organisation des écoles doctorales, mais la mise en œuvre et l'organisation effective des structures et des règlements qui vont concourir aux recrutements des doctorants en un collège doctoral, qui constituera un organe fédéral de concertation et d'orientation des études doctorales en relation avec les options nationales en matières de

et de la Société (ED-SHS), l'Ecole Doctorale Sciences Juridiques, Politiques Economiques et de Gestion (ED - SJPEG), l'Ecole Doctorale Sciences du langage, Langues, Lettres, Arts (ED-LLA), sortiront des docteurs qualifiés, capables d'être la cheville ouvrière de la réflexion et qui seront au cœur des innovations technologiques supérieures en Afrique et dans le monde.

Pour en arriver, le président

financement des projets et du fonctionnement des laboratoires et centres de recherche, des voyages d'études et de perfectionnements des encadreurs, des bourses d'études pour les doctorants etc.

Il a invité le gouvernement à s'y engager de façon active afin de favoriser des liens entre l'Université et le monde industriel et celui des affaires.

Elom

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'information générale, d'analyse et de publicité
Récépissé -°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadi-, PAvée prolo-gé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galie-

Directeur de Publication:-

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jea-tchag-ao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:-

Agbékpo-ou Ju-ior

Rédacteurs :

Tchag-ao
El Hadj Arimiyao
Agbékpo-ou Ju-ior
Ramzad
Maroi-e Tchag-ao
Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

Projet de développement durable:

Le Système des Nations Unies bientôt au Togo pour implanter les ODD

Les Etats membres des Nations Unies ont adopté dans le mois d'octobre dernier à New York au cours du débat général annuel du sommet de l'ONU, les Objectifs de Développement Durable. Il s'agit d'un projet qui s'étend sur 15 années, c'est-à-dire de 2016 à 2030. Les OMD étant arrivés à leur échéance, il a fallu que les Etats membres trouvent une nouvelle formule de développement. L'objectif de l'ONU est d'amener tous les pays de la planète à combattre la pauvreté sous toutes ses formes. Une équipe des Nations Unies est donc attendue en décembre prochain pour implanter les ODD au Togo. Au total neuf Etats parmi lesquels notre pays le Togo figure, sont retenus pour la formation des ONG qui œuvrent pour un développement durable.

Comme nous l'avons souligné dans l'une de nos précédentes parutions, le problème de développement est une question très préoccupante qui nécessite l'implication des acteurs internationaux. Le président Togolais insistait sur cette question en soulignant lors de la rencontre de New York que : " La longue et riche expérience des Nations Unies nous enseigne que la paix et la sécurité sont à la fois des préalables et des composantes

par l'UA dans un proche avenir. Le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme qui avait sa représentation au Togo, a aidé le gouvernement, les institutions nationales et la société civile à renforcer leurs capacités dans le domaine de la protection et de la promotion des droits humains. L'acceptation de l'autre et le respect de ses droits renforcent les liens entre les humains et favorisent le climat de paix et de sécurité.

Recettes), la promotion de la femme à travers la politique d'équité homme/femme... sont autant de réformes qui portent aujourd'hui leurs fruits et qui ont permis au Togo d'atteindre plusieurs objectifs visés. Tout ceci concourt au développement durable de notre pays.

Le développement passe par la route

Le Togo est en chantier ; comme on le dit souvent : " la route du développement passe par le développement de la route ". Les moyens de transports sont d'une importance capitale dans le développement du pays. Le premier moyen, ou du moins le moyen de développement le plus usité est la route. Au Togo, plus de 70% de la population est paysanne. Souvent les agriculteurs ont de la peine à se ravitailler en intrant agricole et à commercialiser leurs produits. Ceci s'explique par l'absence ou le mauvais état des infrastructures routières.

Au niveau des villes, les routes sont par endroit trop étroites. Pour résoudre ce problème, les autorités de ce pays, avec à leur tête le Chef de l'Etat, ont lancé la politique de réhabilitation et de construction des infrastructures



Une nouvelle aérogare...

du développement ". C'est donc dire que l'instabilité et l'insécurité sont défavorables au développement économique des pays.

Pour aboutir à un bon résultat, tous les pays, ainsi que la communauté internationale ont le devoir de poursuivre la lutte contre le terrorisme et autres formes d'insécurité qui ébranlent le développement économique en même temps qu'ils empêchent la paix et la stabilité de nos Etats.

En ce qui concerne particulièrement le Togo sur le Développement Durable, le pays a déjà élaboré un plan de développement à l'horizon 2030. Des actions sont en train d'être entreprises dans plusieurs secteurs et de bons résultats sont prévisibles. Le Chef de l'Etat particulièrement accorde une place de choix à la sécurité, gage de tout développement. C'est ainsi que le sommet de l'Union Africaine sur la sécurité maritime qui n'a pas pu avoir lieu dans ce mois de novembre comme prévu à cause d'un problème de logistique, est annoncé pour le premier trimestre de l'an 2016. La date exacte sera fixée

La croissance économique africaine est l'une des plus fortes au monde ces dernières années. L'impératif d'une croissance économique accélérée et inclusive exige selon le Chef de l'Etat togolais des actions structurantes et des financements qui vont au-delà des schémas classiques. Il souhaite alors que les Nations Unies puissent donner, dans les années qui viennent, l'occasion de préserver et de consolider l'adhésion collective aux idéaux de paix, de sécurité et de développement durable.

Le gouvernement togolais s'est engagé depuis 2006 dans une grande dynamique de réformes sur tous les plans visant à offrir aux Togolais un bien-être économique et social. Le programme de modernisation de la justice, la création d'un département ministériel chargé du développement à la base, avec ses nombreux programmes et projets (FNFI, FAEJ, PRADEB, PSMICO, PSAEG OADEB), les différents projets de développement agricole (PASA, PPAO PNIAASA, PADA ...), la création de l'OTR (Office Togolais des

routières sur toute l'étendue du territoire national. Cet état de chose donne déjà une belle image à nos villes et contribuent énormément au développement du pays. Si le pays reste sur cette lancée sans aucune entrave, le Togo connaîtra un visage épanoui en 2030 comme le souhaitent les dirigeants.

La route tue, les autorités réagissent.



De nouvelles routes

Le taux de décès liés aux accidents de la route est très vertigineux. En 2014 l'on a pu enregistrer 5390 cas d'accidents, ayant occasionnés 802 morts et 5565 blessés. La plupart des victimes de ces accidents sont des jeunes togolais bras valides et espoirs de leurs familles respectives.

Pour palier à cet état de chose, de nouvelles dispositions sont prises par le gouvernement pour renforcer le nouveau code de la route en vigueur au Togo. Des pénalités pour excès de vitesse, demande d'autorisation pour les vitres teintées, permis de conduire obligatoire pour les conducteurs de motos et autos etc. sont entre autres, nouvelles mesures prises par les autorités en charge des transports routiers et de la sécurité.

L'information a été portée depuis aux acteurs du secteur routier (organisations syndicales de conducteurs, fondateurs d'auto-écoles, agents de sécurité...),



Des Zémidjans

par le ministre en charge des Transports, M. Ninsao Gnoum et son collègue chargé de la Sécurité, le Colonel Yark Damehame.

L'importance de ces nouvelles mesures n'est plus à démontrer. Selon le ministre des transports routiers, " Toutes ces dispositions visent à protéger la population ". Ces dispositions ne profitent qu'à la population togolaise en général et plus particulièrement les

usagers de la route. " L'Etat n'a pas institué ces pénalités pour se faire de l'argent ", avait renchéri le ministre de la sécurité et de la protection civile, le Colonel Yark Damehame, qui ajoutait : " Nos routes ne doivent pas être mortelles ".

Il s'agit des mesures très salutaires et encourageantes. Les contrevenants devront être sanctionnés. Le plus souvent des innocents y perdent leur vie, et c'est la nation togolaise toute entière qui en souffre. Les deux ministres ont ainsi appelé tous les acteurs du secteur routier ainsi que tous les usagers de la route au respect du code de la route et de ces nouvelles dispositions. "Nous avons le devoir de participer aux côtés de l'Etat à la lutte contre l'insécurité routière ", avait ajouté le ministre des Transports.

Les deux ministres avaient rappelé aux participants les nouvelles dispositions relatives à l'examen du permis de conduire au Togo. Désormais tout le système est informatisé et géré grâce à un logiciel conçu à cet effet. Par cette réforme les autorités prévoient lutter contre la corruption et harmoniser le permis de conduire au Togo avec les normes de l'UEMOA. Les sanctions prévues pour la contravention pourront-elles réduire vraiment les accidents de la route ? C'est une interrogation qui nécessite des réflexions.

D'autre part l'on se demande pourquoi la Société de Transport de Lomé SOTRAL n'est pas concernée par certaines de ces nouvelles mesures notamment celles relatives à la surcharge ?

De toutes les façons le Togo est sur la bonne voie en ce qui concerne le développement durable. Cependant, la sensibilisation de la population et autres acteurs en développement doit être de mise.

Pierre POULI

Salon du numérique et de l'informatisation :

Une 1ère édition axée sur l'importance des TIC dans le développement et l'attractivité économique des pays

Le monde est à un nouveau stade de son évolution. Le numérique, les applications dérivées ainsi que les outils se sont progressivement immiscés dans toutes les activités de la vie sociale et économique, modifiant les façons de penser, de travailler et d'agir. Pour être en phase de cette nouvelle réalité, la société Afric@world a organisé du 28 au 31 octobre dernier sur le site d'Ecobank Transnational Incorporated (ETI) de Lomé un Salon du Numérique et de l'Informatisation. Un salon qui a regroupé les professionnels du numérique venus du Bénin, du Congo et du Togo et qui a permis de stimuler des partages d'expériences, de bonnes pratiques et de favoriser la promotion, la sensibilisation, l'appropriation ainsi que l'apprentissage du numérique et de l'informatisation.

Il existe aujourd'hui des applications, des logiciels, des systèmes technologiques qui permet-



Mme Essomandah Gnassingbé, présidente du Comité d'organisation du SANI

tion et de s'approprier le numérique et ses outils à travers l'initiative de ce Salon du Numérique et de l'Informatisation (SANI). Un salon qui a servi de cadre d'échanges, de promotion, de sensibilisation et d'apprentissage des technologies de l'information et de la communication. " Profitons des outils numériques pour améliorer nos systèmes " est le thème

et de débats autour d'une table ronde, de rencontres d'affaires, et d'ateliers pratiques.

Pour cette première édition, Mme Essomandah GNASSINGBE, présidente du comité d'organisation du SANI 2015 salue l'intérêt que portent les dirigeants des Etats Africains et de la société civile sur les nouvelles Technologies de l'Information et du Communication (TIC) qui jouent, de nos jours, un rôle capital dans le développement et l'attractivité économique des pays au niveau mondial.

En effet, les Technologies de l'Information et de la



Des exposants...

Communication contribuent énormément à la croissance et constituent un levier important pour un développement inclusif. C'est pourquoi elle s'estime heureux de constater que la plupart des pays Africains ont vite compris cette nécessité de s'appuyer sur les TIC dans leur marche vers le développement et ont très tôt mis en place des plans de développement numérique et les questions des TIC au centre de leurs priorités.

Pour elle, les défis que pose le SANI sont nombreux et variés. C'est pourquoi elle a souhaité qu'à travers cette édition et

celle qui suivront, que les décideurs, les opérateurs économiques, les acteurs de la société civile puissent impulser une dynamique décisive de réduction du retard numérique du continent en général et du Togo en particulier. Ils doivent aussi contribuer progressivement à jeter les bases d'une coopération plus intense en la matière, entre les différents pays d'Afrique et surtout avec les pays des autres continents afin de s'assurer d'un minimum de sécurité dans un monde où la connectivité s'impose à nous tous.

Kodjovi



Une table ronde

tent d'effectuer des opérations d'achat de produits, de souscriptions à des services de transfert d'argent pour ne citer que ceux là. Malheureusement, la grande majorité des populations ne sait pas tirer profit des technologies numériques dans leurs activités ou simplement n'accède pas aux services en mode numérique. Il y a donc lieu de sensibiliser, de promouvoir et de former.

Par ailleurs, face à des usagers, des clients de plus en plus connectés, et à la compétitivité grandissante dans tous les secteurs et domaines, les Etats, les entreprises, les organisations ont besoin d'outils intelligents. D'où l'importance de faire la promo-

principal retenu pour l'édition 2015.

Un thème qui a permis de faire appel à une prise de conscience sur l'importance du numérique et de l'informatisation. Occasion d'interpeller l'ensemble de la population sur la nécessité de s'appuyer sur le bien fondé du numérique pour améliorer tous les processus quelque soit les domaines (santé, éducation, agriculture, sécurité, économie et finances, administration et industrie, etc....). " Les réseaux et l'infogérance ", " la monétique ", " le web et ses applications " ainsi que " la sécurité et la sécurisation " ont été les quatre thèmes qui ont fait sujet de conférences

Incident dramatique de Mango : Faure appelle à un dialogue direct avec les populations Le Gouvernement présente ses condoléances aux familles éplorées

Suite de la page 3

l'Environnement Mondial (FEM) avec l'appui du PNUD est mis en œuvre dans les pays susmentionnés.

Il a été constitué dans ce sens, un groupe de travail des cadres de la préfecture de l'Oti, mis en place par le ministre de l'environnement et de la protection des ressources forestières pour expliquer la nouvelle démarche aux populations. Cette mission est d'ailleurs à pied d'œuvre depuis plusieurs mois.

Mais face à ce contexte historique douloureux, et surtout à un climat sociologique tendu dans la région, marqué notamment par des conflits de chefferie traditionnelle, des rivalités entre communautés entre autres, le bornage en cours des aires protégées ne peut que réveiller les blessures du passé. La méfiance des populations face à un projet qui n'a rien en commun avec les mesures des

années 1980 a donc mis le feu aux poudres.

Privilégier la voie du dialogue

"La violence est toujours une incertitude dans la possibilité des mots" disait Jacques HEL-LULE. Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé ayant été informé de la situation dans la préfecture de l'Oti, a donné des consignes fermes aux ministres impliqués dans le dossier pour l'instauration d'un dialogue direct avec les populations.

Le projet de renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégées du Togo est suspendu pendant la durée des tractations en cours afin de parvenir à un large consensus pour la mise en œuvre du programme.

Des sanctions conservatoires ont été prises à l'encontre des éléments des forces de l'ordre impliqués dans les événements

tragiques des 6 et 7 novembre. Une enquête judiciaire a été ouverte par les autorités pour situer les responsabilités.

Tous les moyens nécessaires ont été mis à la disposition de la justice pour accomplir son travail dans la transparence afin de punir les éventuels coupables de bavures.

Le Togo notre pays fait des efforts dans le sens de la protection de l'environnement sur le plan international.

Raison pour laquelle, les autorités insistent sur le fait que les mesures prises en ce sens ne doivent aucunement porter préjudice aux populations, bénéficiaires direct des politiques environnementales.

La rédaction de Nouvelle Opinion présente ses condoléances aux familles endeuillées et souhaite prompt guérison aux blessés.

Nouvelle Opinion

Ligue des champions:

Le TP Mazembe proche du titre ?

Dominée à l'aller (1-2), l'USM Alger est condamnée à l'exploit dimanche 8 novembre prochain en finale retour de la Ligue des champions face au TP Mazembe. Le club congolais, invaincu à domicile depuis octobre 2009, a largement la faveur des pronostics. Il pourrait s'offrir un cinquième titre continental.

Cinq après son dernier titre continental, le TP Mazembe, une référence sur le continent africain, remet le couvert face à l'USM Alger. Et les Corbeaux partent avec un capital confiance après la victoire au match aller à Alger (2-1).

Enorme défi pour l'USMA

Du coup, les Algériens vont devoir sortir le grand jeu au stade de Kalamendo de Lubumbashi. Pour renverser la vapeur, il faudra soit une victoire par deux buts d'écart, soit par un but d'écart, mais à condition de s'imposer en marquant au moins trois buts. Le défi de l'USM Alger est énorme. " Il y a une manche retour à Lubumbashi et on va se préparer pour négocier à bon escient ce match et comme ils

nous ont battus ici en Algérie, on peut les battre chez eux, avait lancé Miloud Hamdi, l'entraîneur de l'USMA à l'issue du match aller. Nos chances restent toujours intactes, même si notre mission s'annonce difficile. En tant qu'entraîneur, je dois préparer mon groupe pour qu'il aborde cette manche retour avec tous ses atouts et parvienne à réaliser la victoire finale. "

" Nos chances de qualification sont minimes, mais si l'on n'y croit pas, cela ne sert à rien de monter dans l'avion ", disent les joueurs. Les usmistes savent qu'ils devront défendre et avoir beaucoup de réalisme devant le but.

Le TP Mazembe est intraitable à domicile !

Mais les Corbeaux n'ont plus perdu chez eux depuis le 18 octobre 2009. C'était lors d'une demi-finale retour de Ligue des Champions face aux Soudanais d'Al-Hilal (0-2, 5-2 à l'aller). Cet échec n'avait pas empêché le TP Mazembe de remporter la C1.

Et pour enfoncer un peu plus le clou au niveau des statistiques, on peut rappeler que depuis, le TP



L'équipe du TP Mazembe lors de la finale aller de la Ligue des champions en Algérie, le 31 octobre 2015.

Mazembe reste sur une série à domicile de 34 matches sans défaite en Ligue des Champions ou en Coupe de la Confédération. " Je garde quand même un œil vigilant, car l'USMA a montré de bonnes choses hors de ses bases, on va travailler pour terminer le boulot entamé à Alger, et gagner notre match ", a raconté Patrice Carteron.

L'entraîneur des Corbeaux, arrivé fin 2013, ne voulait visiblement pas fanfaronner avant

un possible premier titre en Ligue des champions. " On s'est préparé avec de la détermination et de l'ambition. On va jouer un football résolument porté vers l'offensive comme d'habitude. Il n'y aura pas de calcul, on ne sait pas faire ", raconte aujourd'hui Carteron au micro de RFI. " On ne va pas jouer avec le frein à main ", explique de son côté l'attaquant Roger Assalé.

Le TP Mazembe accueillera pour la sixième fois une équipe algérienne. Et lors des cinq pré-

cedentes confrontations, le " Mazembe " n'a jamais perdu. " Notre équipe n'a pas encore gagné ce trophée, c'est seulement au coup de siflet final ce dimanche 8 novembre que nous serons fixés ", avance avec prudence Moïse Katumbi, le président du riche club congolais. Les Corbeaux, qui s'étaient arrêtés en demies la saison dernière, doivent être impatients de soulever le trophée.

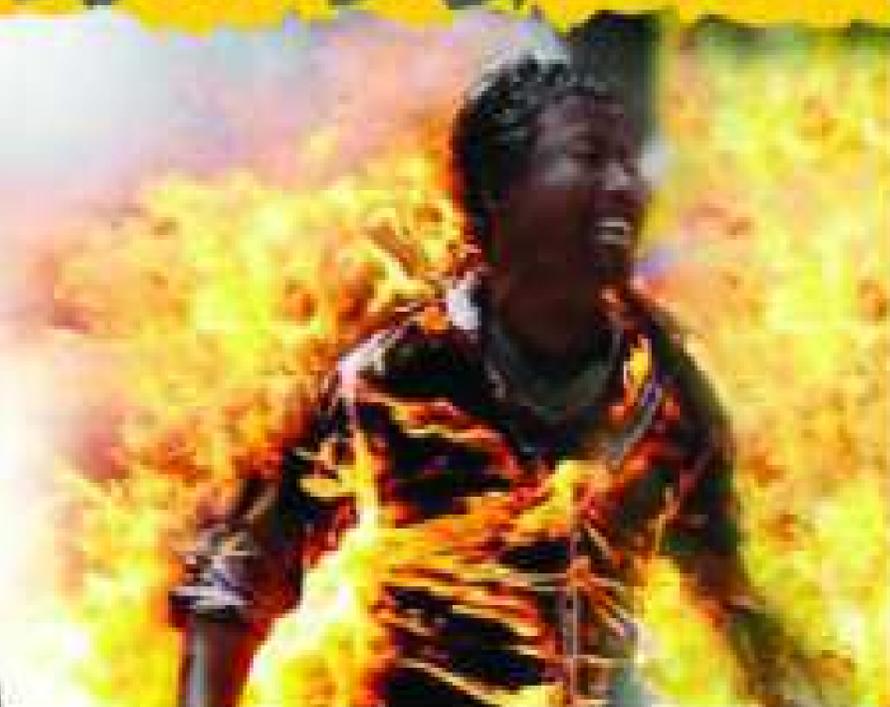
Pour parvenir à ses fins, le TP a écarté 12 clubs depuis le début de la compétition. Le vainqueur de la prestigieuse compétition africaine de clubs participera à la Coupe du monde des clubs prévue du 10 au 20 décembre au Japon.

Sourec : rfi.fr

Ne fermons pas les yeux...!
LE RISQUE EST RÉEL



Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur privé



**PORT DE BADGE OBLIGATOIRE
AUX BUREAUX DES DOUANES A
PARTIR DU**

1ER JANVIER 2016

POUR TOUTE INFORMATION VUEILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU **0201**



FEDERER POUR BATIR
www.cfr.lg